

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in
Africa**



MEDIA MONITORING

28 August 2015

DRC

La stabilité dans la région des Grands Lacs évoquée à Kinshasa

NOUVELLE

Source: DigitalCongo.net (<http://www.digitalcongo.net/article/109576>)

Kinshasa, 27 août 2015 - Les questions économiques et la restauration d'une paix durable dans la région des Grands Lacs constituent l'essentiel des discussions entre Kinshasa et Washington.

La paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs ainsi que la situation politique au Burundi ont été au centre des entretiens mercredi, à Kinshasa entre le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Raymond Tshibanda et Thomas Perriello, nouvel envoyé spécial des Etats Unis d'Amérique pour la région des Grands Lacs.

Le diplomate américain a indiqué à l'issue des entretiens que l'échange entre les deux personnalités a été utile et constructif en ce qui concerne la stabilité en RDC et dans la région. Selon lui, les questions économiques et la restauration d'une paix durable dans la région des Grands Lacs constituent l'essentiel des discussions entre Kinshasa et Washington. Le chef de la diplomatie congolaise s'est également entretenu avec le nouveau nonce apostolique en RDC, Mgr Louis Mariano Motemayor, d'origine argentine, sur la paix et la stabilité en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La prochaine visite du pape François à New York, au siège des Nations Unies et en République centrafricaine a également été évoquée au cours de ces entretiens. Par ailleurs, dans le cadre d'une consultation diplomatique traditionnelle entre la RDC et la République populaire de Chine, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a échangé aussi avec l'ambassadeur de ce pays en RDC, Wang Tongqing.

Elections en RDC: l'ONU et les Etats-Unis maintiennent la pression

NOUVELLE

Source: RFI

Alors qu'un glissement du calendrier électoral en RDC est de plus en plus dans les esprits, la communauté internationale insiste pour que l'élection présidentielle soit tenue dans les délais prévus par la Constitution. Les Etats-Unis et les Nations unies ont successivement pris position mercredi 26 août.

27 août 2015 - L'envoyé spécial américain pour les Grands Lacs, Thomas Perriello, a rencontré le président Joseph Kabila hier [26 août 2015]. Il lui aurait rappelé la position de Washington: respect des délais constitutionnels et alternance en 2016.

« Concernant les élections planifiées en RDC et le respect de la Constitution, le président Obama a toujours signifié la nécessité de respecter la Constitution et la loi (...) Avec toute notre considération pour la RDC, nous avons évoqué ces sujets avec le président Kabila durant notre entretien (...). Ce qui est important, c'est que les élections législatives et présidentielle prévues l'année prochaine soient organisées. »

De son côté, le patron de la Monusco, Martin Kobler, a également rappelé lors de la session de questions-réponses l'importance de respecter la Constitution. Si aujourd'hui, selon le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), les élections provinciales, municipales, urbaines et locales devraient avoir lieu le 25 octobre 2015, le plus important, ce sont pour lui le respect des délais pour les législatives et la présidentielle : « Je ne sais pas si c'est réaliste d'avoir au mois d'octobre des élections locales. Notre position est très claire : la Constitution doit être gardée, les législatives et présidentielle doivent prendre place au mois de novembre 2016, et, troisièmement, tout ce qui est entre maintenant et novembre 2016 ne doit pas mettre en danger les élections présidentielles. Notre n'interférerons jamais dans les affaires intérieures du pays, mais nous maintenons notre position selon laquelle la Constitution devrait être gardée. »

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Martin Kobler a aussi proposé lors de cette conférence de presse hebdomadaire hier que la Commission électorale nationale indépendante fournisse un calendrier électoral « réaliste et finançable ».

Goma: destruction des maisons dans la zone neutre entre la RDC et le Rwanda

NOUVELLE

Source: Radio Okapi (RDC)

Alors qu'un glissement du calendrier électoral en RDC est de plus en plus dans les esprits, la communauté internationale insiste pour que l'élection présidentielle soit tenue dans les délais prévus par la Constitution. Les Etats-Unis et les Nations unies ont successivement pris position mercredi 26 août.

27 août 2015 - La Commission de délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda a commencé mercredi 26 août la destruction des maisons et des bâtiments qui empiètent la zone neutre du côté Goma (Nord-Kivu). Selon les experts congolais à l'œuvre, l'opération vise à libérer 6 mètres 25 de part et d'autre des bornes frontières, entre la grande et la petite barrière.

«Les gens ont construit sans respecter les normes. Nous devons mettre de l'ordre dans la boutique, le Congo ne doit pas demeurer éternellement une poubelle», a déclaré Roger Roger Rashidi Tumbula, membre congolais de cette commission.

Les bulldozers ont détruit des dizaines de maisons dans la zone neutre entre le Rwanda et la RDC, au niveau de la borne n°8.

Certains propriétaires des maisons démolies affirment n'avoir pas été prévenus de cette opération. «Il y a des maisons dont les propriétaires sont absents, mais ils ont démoli», s'est plaint un occupant de ce site.

La commission de délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda, souligne de son côté que les propriétaires de ces maisons étaient prévenus depuis environ 6 mois. Et qu'aucune indemnisation n'est prévue parce que ces personnes se sont installées illégalement à cet endroit. Mais, une « aide sociale » pourrait leur être apportée par le gouvernement central, a laissé entendre Roger Rashidi Tumbula.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

CPI: Début imminent d'un procès pour crimes en RD Congo

NOUVELLE

Source: Human Rights Watch

L'ex-chef de guerre Bosco Ntaganda a échappé à la justice Internationale pendant sept ans

27 août 2015 - Le procès du chef militaire Bosco Ntaganda pour des crimes graves qui auraient été commis dans l'est de la République démocratique du Congo doit s'ouvrir le 2 septembre 2015 à la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Des collaboratrices de Human Rights Watch seront présentes dans la salle d'audience pour assister à l'ouverture du procès et le tweeteront en direct. Human Rights Watch a également publié un document de questions-réponses ainsi qu'une vidéo sur l'affaire Ntaganda.

« Bosco Ntaganda a échappé à un mandat d'arrêt de la CPI pendant sept ans, tandis que ses forces armées continuaient de perpétrer des exactions épouvantables », a déclaré Géraldine Mattioli-Zeltner, directrice de plaidoyer pour le programme Justice internationale à Human Rights Watch. « Le procès de Ntaganda montre que la justice finira par rattraper les individus recherchés pour les crimes les plus graves. »

Le procès devait initialement débiter le 2 juin, mais il a été reporté à la demande des avocats de la défense de Ntaganda, qui souhaitaient avoir davantage de temps pour se préparer, étant donné la quantité de preuves récemment divulguées par le Bureau du Procureur de la CPI.

La CPI a émis son premier mandat d'arrêt à l'encontre de Ntaganda en août 2006. Il doit répondre de 13 chefs d'accusation de crimes de guerre et 5 de crimes contre l'humanité sur des allégations de meurtre, viol et esclavage sexuel, recrutement et utilisation d'enfants soldats, et pillage commis en Ituri, en RD Congo, en 2002 et 2003. Entre 2006 et 2013, les troupes sous le commandement de Ntaganda ont continué d'être impliquées dans de graves violations de droits humains. Ntaganda s'est rendu lui-même à l'ambassade des États-Unis à Kigali, au Rwanda, en mars 2013, après l'éclatement du M23, le groupe rebelle auquel il appartenait à ce moment-là.

Ntaganda est la quatrième personne à faire l'objet de poursuites devant la CPI pour des crimes graves commis en RD Congo. Un cinquième mandat d'arrêt de la CPI n'a toujours pas été exécuté à l'encontre du Général Sylvestre Mudacumura, le chef militaire d'un groupe armé rwandais majoritairement Hutu actif en RD Congo, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda. Les autorités congolaises, avec

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'aide des forces de maintien de la paix des Nations Unies, devrait de toute urgence arrêter Mudacumura et le remettre à la CPI, a déclaré Human Rights Watch.

Congo-Kinshasa: Danger Looms in DRC as Kabila Maneuvers to Remain in Power

NEWS STORY

Source: <http://allafrica.com/stories/201508271257.html>

By Herman J. Cohen

27 August 2015 - It is becoming increasingly difficult for authoritarian African heads of state to change constitutions that limit them to two terms in power.

In Burkina Faso, starting in October 2014, President Blaise Compaore asked his parliament to amend the constitution to allow him to run for a third term. Before the parliament could act, tens of thousands of angry protesters went into the streets. They burned parliament and forced the president to flee his country in a French military helicopter.

In Burundi during the period June to August 2015, President Pierre Nkurunziza took advantage of an ambiguous clause in the constitution to run for a third term with the connivance of the Supreme Court. This unleashed major violence in Burundi, forcing thousands of frightened citizens to flee to neighboring countries.

Although Nkurunziza "won" the election, it was boycotted by all the major political parties and he continues to face violent opposition from those who accuse him of violating the will of the people, who want their heads of state to remain no longer than two terms.

(Of significance in the Burundi crisis is the absence of ethnic content in opposition to the president. Both Hutu and Tutsi citizens have joined to oppose the president's illegal usurpation of power.)

The tensions and violence in Burkina and Burundi continue to be serious.

But they will pale into insignificance if President Joseph Kabila in the Democratic Republic of the Congo persists in his efforts to subvert the Congolese constitution by maneuvering to remain in power after his second term expires in December 2016.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Kabila has promised that the presidential election will take place as scheduled on November 16, 2016. And the independent electoral commission has published an electoral calendar leading to a presidential election. But nothing is being done to prepare for the implementation of that calendar. There is talk in political circles of a deliberate time "slippage" that will delay an election indefinitely.

In January this year, Kabila introduced the idea of conducting a general census of the population before an election could be held. In a country with more than 60 million people and with very poor infrastructure, such a program would take several years to carry out. The very idea caused violence in the capital, Kinshasa, as well as in other major cities, with hundreds killed by security personnel.

As of August 2015, the electoral commission is slowly preparing to hold local and municipal elections before the end of this year. Again, in a country with such a large land area and population, the conduct of local elections in thousands of jurisdictions would certainly delay the presidential election for several years. Opposition political parties are calling for the delay of local and municipal elections until after the parliamentary and presidential elections in order to guarantee that the latter will take place on time.

Elections of provincial legislatures could feasibly be done before the end of 2015. Since the legislatures elect members of the national parliament, the new national legislature could be in place before the presidential election in 2016. But the government's determination to hold local elections this year appears certain to delay the presidential election indefinitely, and thereby guarantee hostile popular action.

On top of all this activity, Kabila has carved up the country's traditional 11 provinces into a new total of 26, making elections even more complicated and expensive. In other words, anything that delays the inevitable presidential election is good for Kabila.

Another maneuver designed to delay the presidential election indefinitely is an argument about its cost. Since the Kabila government misappropriates 80 percent of all mineral export revenues, there is little money left for the financing of elections. The current electoral commission estimate for the cost of the presidential election is \$1.5 billion. This is totally exaggerated. The international community, which has been financing Congolese elections since 2006, will certainly refuse to pay that much money.

With prospects for a presidential election taking place as scheduled increasingly unlikely, the U.S. government is adamant that the constitutional requirement to hold it in November 2016 be observed.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Washington will not wait until July or August 2016 to begin applying pressure on the Kabila administration. If no preparations are visible before the end of 2015, the American government is likely to start talking to its European friends about imposing sanctions on Kabila's family and his immediate circle of close advisers.

The Congolese opposition is also not likely to wait until after the end of 2015 to take action. The opposition feels strongly because the internal political situation has changed since Kabila was elected by majority popular vote in 2006, and by plurality popular vote in 2011.

For those elections, Kabila had popular support in different areas of the nation, especially in his own Katanga province. But it is clear that he now has virtually zero support anywhere in the DRC.

His government has failed to deliver poverty reduction despite the highest levels of mineral exports in history, as well as the highest mineral prices in history. His government has also failed to deliver peace in the eastern border provinces of North Kivu and Ituri, where rogue militias beholden to foreign governments, and undisciplined units of the national army, continue to pillage and rape.

With every day that goes by without a signal from President Kabila that he will leave power as the constitution requires, the more likely it is that the people of the DRC will take matters into their own hands. The prospect is ominous. And instability in the DRC will certainly spill over into neighboring countries. This is especially true for Angola whose northern border is dangerously close to Kinshasa.

Congo-Kinshasa: gros nuages alors que Kabila ma noevre pour rester au pouvoir au delà de 2016

OPINION

Source: Financial Afrik (<http://www.financialafrik.com/2015/08/28/congo-kinshasa-gros-nuages-alors-que-kabila-manoeuvre-pour-pour-rester-au-pouvoir-au-dela-de-2016/>)

Par Herman J Cohen*

26 Août 2015 - Pour les Chefs d'Etat africains autocrates, modifier les constitutions qui les limitent à deux mandats au pouvoir devient de plus en plus difficile, voire impossible.

En octobre 2014, le Président Blaise Compaoré avait instruit le parlement burkinabé de modifier la constitution afin de lui permettre de briguer un troisième mandat. Prenant les

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

devants, des dizaines de milliers de manifestants en colère descendent dans les rues. Résultat: une Assemblée nationale brûlée et un président de la République en fuite, s'évadant à l'aide d'un hélicoptère de l'armée française.

Entre juin et août 2015, le Président Nkurunziza du Burundi, de connivence avec la Cour Suprême, a profité d'une ambiguïté dissimulée dans la Constitution pour briguer un troisième mandat. Un acte qui va déclencher de violentes émeutes poussant des milliers de citoyens effrayés à trouver refuge dans les pays voisins. Bien que Nkurunziza ait été déclaré «vainqueur» d'une élection que tous les grands partis politiques de son pays avaient boycottée, il continue à faire face à une opposition farouche de la part de ceux qui l'accusent de violer la volonté du peuple qui refuse qu'un Chef d'Etat reste au pouvoir au delà de deux mandats.

L'élément significatif dans la crise burundaise est l'absence d'une démarche ethnisciste au cours de la lutte contre ce forfait de Nkurunziza. Les citoyens hutus et tutsis se sont unis pour s'opposer à l'usurpation du pouvoir par le président.

Les tensions notées au Burundi ne baissent pas d'intensité à l'image des émeutes connues au Burkina.

Cependant, si le Président Joseph Kabila en République Démocratique du Congo persiste à vouloir violer la Constitution de son pays rien que pour rester au pouvoir au delà de l'expiration de son mandat en décembre 2016, l'instabilité au Burkina et au Burundi seront presque insignifiants.

Kabila a promis que l'élection présidentielle aura lieu, comme prévu, le 16 novembre 2016. La commission électorale indépendante a publié un calendrier électoral devant conduire à ce scrutin. Pourtant, rien n'a été mis en place pour matérialiser ce planning. Dans les cercles politiques on pense qu'il s'agit d'une volonté délibérée de glissement pour retarder l'élection sur une échéance indéfinie.

En janvier 2015, Kabila a suggéré de procéder à un recensement général de la population avant la tenue des élections. Un défi presque impossible à relever dans un pays de plus de 60 millions d'habitants avec des infrastructures dont l'état de délabrement est dans une situation très avancée. Cette idée de recensement en elle même a provoqué des émeutes à Kinshasa, la capitale ainsi que dans d'autres grandes villes avec comme résultat la mort de centaines de citoyens, tués par les forces de sécurité qui ont fait preuve de brutalités meurtrières extrêmes.

En août 2015, la commission électorale, une fois de plus, prépare lentement des élections locales et municipales pour la fin de l'année. Dans un pays dont la superficie et la population sont aussi importantes, tenir des élections dans des milliers de localités

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

retardera sans aucun doute l'élection présidentielle de plusieurs années. Ce qui provoquera certainement une réaction populaire hostile. De plus, Kabila a découpé les onze anciennes provinces du pays pour en faire vingt-six. Une ruse qui ne fait que compliquer les choses. Un ensemble d'actes qui confirme que tout ce qui retarde la tenue inévitable de l'élection présidentielle, est à l'avantage de Joseph Kabila.

Entre autres agissements visant à retarder l'élection présidentielle, figure l'aspect financier. Au moment où le gouvernement du Président Kabila détourne quatre-vingt pourcent des recettes d'exportation des minerais du pays, une portion incongrue d'argent est annoncée pour financer la tenue d'élection. L'enveloppe requise pour l'élection s'élève à 1,5 milliard de dollars américains, selon l'estimation actuelle de la commission électorale. Une somme faramineuse et totalement exagérée. La communauté Internationale qui s'est engagée depuis 2006 dans le financement des élections en RDC va certainement refuser de déboursier une telle somme.

Ainsi, en ce mois d'août 2015, les perspectives de tenue d'une élection présidentielle, comme prévu en novembre 2016, deviennent de plus en plus incertaines. Le gouvernement américain est catégorique sur l'obligation constitutionnelle de tenir cette élection en novembre 2016. Washington ne va pas attendre le mois de juillet ou d'août 2016 pour faire pression sur le régime de Kabila. Si aucun préparatif n'est visible d'ici fin 2015, le gouvernement américain entamera sans doute des discussions avec ses partenaires européens pour imposer des sanctions sur la famille de Kabila et son cercle immédiat de proches conseillers.

Il est peu probable que l'opposition congolaise attende jusqu'à fin 2015 pour prendre des mesures contre le régime de Kabila lorsque le retard fatidique de la tenue de l'élection présidentielle deviendra de plus en plus évident. L'opposition est confiante car la donne politique interne dans ce pays a changé depuis les élections de 2006 et de 2011. Lors de ces deux joutes, Kabila jouissait du soutien de la population dans différentes régions du pays, surtout dans sa province natale du Katanga.

Alors que l'élection prévue pour 2016 pointe à l'horizon, il est clair, à présent, qu'il ne dispose que de peu de soutien, où que ce soit en RDC. Son gouvernement n'a pas réussi à réaliser de bons résultats dans la lutte contre la pauvreté malgré les importants niveaux d'exportation de minerais aux prix les plus élevés de l'histoire. De plus, son régime n'a pas réussi à ramener la paix dans les provinces frontalières orientales du Nord Kivu et Ituri, où les milices rebelles soumises à des gouvernements étrangers et les unités indisciplinées de l'armée nationale, pillent et violent sans relâche.

Au fur et à mesure que les jours passent sans que le Président Kabila n'affiche sa volonté de quitter le pouvoir selon la Constitution, il est fort probable que le peuple de la

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RD Congo prendra son destin en main. Ce qui est une perspective très inquiétante. Mais il est aussi important de signaler que l'instabilité dans ce pays risque de déborder dans les pays limitrophes notamment l'Angola dont la frontière Nord est dangereusement proche de Kinshasa.

NOTE: Herman J Cohen, est ancien Sous Secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines dans l'Administration Bush entre 1989 et 1993.

RWANDA

East Africa: Rwanda's Judiciary Least Corrupt in the Region

NEWS STORY

Source: News of Rwanda

26 August 2015 - Transparency International has revealed in its report that Rwanda has the most trusted judiciary in East Africa.

The findings came from TI's research titled; "Analysis of Professionalism and accountability of Courts for sound rule of law in Rwanda (2015)".

Their report says only 9% of Rwandans seeking judicial services are likely to be exposed to corruption, compared to Uganda and Kenya with 14.1% and 16.4% respectively.

Burundi and Tanzania judicial systems scored 17% and 22% respectively.

In Rwanda, what made the country score high is because findings indicate that judges and court registrars abstain from corruption at a rate of 72.9%.

"It is not too bad, but there is still room for improvement," said Appolinaire Mupiganyi, Executive Secretary of Transparency International, Rwanda Chapter.

Emmanuel Itamwa, the spokesperson of the judiciary told KT Press that the trust emanates from a high level of professionalism the country is building.

From primary courts to Supreme Court, the country has managed to employ qualified judges and registrars where 99.9% of them have at least a Bachelor's degree in law.

Itamwa said, not only judges have understood the risk of corruption, but also their level of delivery is improving.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Of the 6437 cases filed this year, 5,220 cases equivalent to 81% were confirmed at appeal level.

"It means that efficiency and accuracy cuts across court levels," says Itamwa.

Courts have also embarked on reducing the backlog from 42,670 cases in 2012 to 7,220 cases in 2015, thanks to proper allocation of judges.

Currently, a case is concluded within four months in Primary courts, and 8 months in high courts.

A relatively long delay is in Supreme Court, where a case can last for three years. Judicial officials cite lack of enough judges at Supreme Court.

However, they say government is working on new nominations, but Transparency International has noted that the general level of satisfaction of Rwandans towards the courts services is still low.

It increased from 59% in 2014 to 66% in 2015.

Over 40% dissatisfaction is linked to court fees which increased ten fold since 2013.

Currently, one has to pay Rwf 25,000 to file a case at a primary court.

At intermediate court, fees stand at Rwf 50,000, while any complainant lodging a case at high court should pay Rwf 75,000. For Supreme Court, the fee stand at Rwf 100,000.

"Increasing court fee intended to discourage people who used to lodge irrelevant cases", said Itamwa.

BURUNDI

Burundi / EAC: La tension avec le Secrétaire Général EAC Rwandais recommence

NOUVELLE

Source: AGNEWS (<http://burundi-agnews.org/le-politique/politique/?p=20481>)

27 août 2015 - A Bujumbura, ce jeudi 27 août 2015, le gouvernement du Burundi a accusé le Secrétariat général de l'EAC/East African Community M. Richard Sezibera d'être à l'origine de la décision de l'Allemagne par le biais du fonds de développement

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

allemand GIZ, d'avoir déclaré qu'elle coupera toute son aide à la EAC si le Burundi n'est pas suspendu de la EAC.

Selon l'entourage de Mme la Ministre burundaise EAC, Mme Leontine Niyonzima, ce n'est pas la première fois que ce SG EAC Rwandais M. Richard Sezibera tente d'envenimer les relations entre les pays de l'East African Community EAC. Il y a une ambiance très négative qui règne depuis l'accession du Rwandais M. Richard SEZIBERA au poste de Secrétaire Général de l'East African Community – EAC. Aujourd'hui, l'EAC est partagé – géopolitiquement – en 2 camps.

Alors que l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya ont soutenu le Burundi face à l'agression des USA, de la France et de la Belgique pendant la période électorale qui vient de prendre fin chez les Burundi, le Rwanda lui avait choisi le camps inverse.

A la fin de l'élection présidentielle du mardi 21 juillet 2015 au Burundi, alors que les observateurs EAC qui avaient suivi l'élection présidentielle auprès de nombreux Burundi membres de la Société Civile burundaise, qui ensemble avaient conclu à une élection paisible qui s'était bien déroulé, curieusement le rédacteur du rapport d'observation de l'EAC lui rédigea un rapport négatif pour la mission d'observation EAC au Burundi. Pour les autorités burundaises, c'était encore un coup de ce monsieur Rwandais Richard SEZIBERA Secrétaire général de l'EAC ...

Les autorités du Burundi ne veulent plus de ce Secrétaire Générale EAC trop politisé, pro KIGALI et anti – East Africa. M. Richard Sezibera n'a pas l'esprit EAST AFRICA.

Le Rwanda a été un allié dans la région des Grands Lacs africain des impérialistes USA/FRANCE/BELGIQUE qui ont tenté un changement de régime au Burundi au mois de mai 2015. Depuis la crise en RDC Congo en 2013, où la Tanzanie, avec la MONUSCO – Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo -, avaient été mandatée par l'ONU de mettre hors d'état de nuire -la force négative du Mouvement du 23 mars (M23)- qui sèment la désolation au Kivu. Soudain, au sein de l'EAC, des réunions en aparté, avait débuté, d'une part entre la Rwanda et l'Ouganda (accusés par la Communauté internationale d'être les bases arrières et les soutiens du M23), et le Kenya (à cette époque qui ne digérait toujours pas le fait que S.E. OBAMA, le Président des USA, dans sa première tournée africaine, avait préféré la Tanzanie ...). Ainsi du jour au lendemain, le Burundi (qui avait prêté son aéroport pour soutenir la force onusienne de paix en RDC contre la force négative du M23) et la Tanzanie, s'étaient retrouvé écarté des rencontres officielles de l'EAC. Ainsi, 2 rencontres avaient eu lieu sans le Burundi et la Tanzanie, dont une avec le Sud-Soudan. Depuis cette période, les Burundi et les Tanzaniens ont toujours soupçonné le Rwandais, M. Richard SEZIBERA, Secrétaire Général de l'EAC,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

de ne pas être de bonne foi. Il s'agit de comportements indignes et de fautes graves du SG EAC.

Burundi: Opposition move to overturn Nkurunziza's third term

NEWS STORY

Source: APA

27 August 2015 - The National Council for the Respect of the Arusha Agreement, for Peace and Reconciliation and for the rule of law in Burundi (CNARED), a coalition of political parties and civil society organizations opposed to President Pierre Nkurunziza's third term has initiated a spirited campaign to remove him from power. In a message broadcast on social media networks on Wednesday the Chairman of CNARED, Leonard Nyangoma, described Nkurunziza's third term as unconstitutional.

"Pierre Nkurunziza can no longer be regarded as Burundi's president" Nyangoma maintained before calling on fellow compatriots to consider CNARED as the only legitimate body on which they can rely for change.

According to him, in the course of Nkurunziza's ten years in power, corruption and embezzlement of public funds had been institutionalized coupled with human rights violation and assassinations in a bid to crackdown on his opponents.

"Burundi is not poor but she was turned into a miserable country by corrupt leaders" he emphasized, before urging the international community to force Nkurunziza to hold talks with the opposition.

Burundian leader appeals for more work, vows to restore security

NEWS STORY

Source: APA

27 August 2015 - Burundian President Pierre Nkurunziza has appealed for his compatriots to return to work, promising to speed up efforts for national development by eradicating insecurity within two months.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

In this regard, Nkurunziza who addressed the nation late on Wednesday asked the defense and security forces to remain watchful against “any act either internal or external” likely to undermine the security of the country.

The public will be sensitized and trained on security keeping, he promised, adding that university students will go through compulsory civic education.

President Nkurunziza furthermore announced the revision of the statutes to include exemplary sanctions of the defense and security officers who kill people they are supposed to protect.

On the social field he promised that ethnic quotas will be introduced in the civil service in accordance with the Constitution and the Arusha Accord for peace and reconciliation in Burundi.

The harmonization of the civil servants’ salaries will be implemented, Nkurunziza added.

In terms of economy, the government will continue to raise awareness to the people and companies on the importance of paying taxes.

“We shall also inflict exemplarily punishment on those found guilty of corruption and economic mismanagement” the President vows.

“We will also re-adjust the functioning of local and international NGOs active in the country so as to end the disorder being observed in the area. The funds used by NGOs should be monitored so that they serve exclusively the aims for which they are being meant for,” Nkurunzika said.

The Burundian leader also promised to further support livestock production in rural areas in a move to increase the income of the rural people.

He vowed to assist farmers and cattle-breeders, improve infrastructure construction including roads, hydroelectric dams and a railway line connecting the center of the country in the province of Gitega to Musongati through Makamba and Kigoma in Tanzania.

Re-elected on 20 July for another five-year term, Nkurunziza thanked his compatriots for renewing their confidence in him while stressing the polls were held in free, transparent and peaceful conditions.

He on Tuesday formed a 20-member new cabinet.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Clashes in Central African Republic force thousands to seek refuge at UN peacekeeping base

NEWS STORY

Source: UN News Centre

27 August 2015 - Clashes between rival militias in the past few days have forced several thousand people to flee their homes in the Central African Republic (CAR) town of Bambari and seek shelter at a former cotton factory inside the compound of the United Nations peacekeeping mission, the UN refugee agency said today.

“We are extremely concerned by the mounting violence in Bambari and its impact on the civilian population. Our staff have reported the displacement of people who are extremely frightened,” Kouassi Lazare Etien, the Representative of the Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) in CAR, said in a press release.

Mr. Etien said that the agency was also worried about hundreds of Sudanese refugees “trapped in a refugee camp [near Bambari] and at high risk of attacks.” The road leading to the camp had been inaccessible since the weekend, but a UNHCR team escorted by UN peacekeepers reached the Sudanese refugee camp on Wednesday.

“Fresh fighting between rival militia forces erupted on August 20 and triggered new waves of displacement,” the refugee agency reported.

“A spontaneous IDP [internally displaced persons] site had sprung up inside the Bambari compound of the UN peace-keeping force,” the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in CAR (MINUSCA), according to the refugee agency.

UNHCR staff said the agency’s partner, the National Refugee Commission, had registered about 3,000 displaced persons in the MINUSCA compound as of Tuesday.

“But conditions are dire at the site, a former cotton factory with no sanitation facilities and limited access to water and shelter,” the agency said.

The situation began to ease on Thursday but UNHCR staff say Bambari remains very tense and they fear the situation could deteriorate again.

UNHCR is now able to move around Bambari and is trying to assess the total number of newly displaced. The tension remains with armed groups in control of the streets.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The population and aid workers were isolated and inaccessible, but a humanitarian corridor has been opened to the airport since Tuesday following negotiations between MINUSCA and the rival militia groups.

The latest flare-up in Bambari erupted after a 19-year-old Muslim was killed in the city and beheaded by alleged anti-Balaka fighters, according to the refugee agency. "This triggered violent reprisal attacks between the two communities in Bambari, which have left at least 10 people dead and many injured, including ICRC (International Committee of the Red Cross) staff," it said.

Centrafrique: Le nouveau chef de la MINUSCA appelle à l'engagement des élites nationales

NOUVELLE

Source: Alwihda Info (http://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-Le-nouveau-chef-de-la-MINUSCA-appelle-a-l-engagement-des-elites-nationales_a22347.html)

PARFAIT ONANGA-ANYANGA REAFFIRME LE SOUTIEN DE LA MINUSCA A LA CENTRAFRIQUE ET APPELLE A L'ENGAGEMENT DES ELITES NATIONALES

Bangui, 27 août 2015 - Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), Parfait Onanga-Anyanga, a réaffirmé mercredi le soutien de l'organisation à la RCA, et appelé les élites du pays à un engagement accru, au cours de la conférence de presse hebdomadaire tenue au siège de la Mission.

« Les priorités de la MINUSCA restent les mêmes, à savoir protéger les populations civiles, contribuer au rétablissement de l'autorité de l'Etat et appuyer le processus politique vers la fin de la Transition et la restauration de l'ordre constitutionnel et la mise en place de nouvelles institutions à travers des élections démocratiques », a signifié le Chef de la MINUSCA qui s'exprimait face aux médias locaux et internationaux. Le premier défi étant d'accompagner le peuple centrafricain sur le chemin d'une paix durable à travers une réconciliation véritable et une cohésion sociale réussie.

« Accompagner les Centrafricains sur ce chemin impose au personnel civil et militaire de la MINUSCA un comportement exemplaire et même un rôle de modèle, conforme aux principes et valeurs qui font des Nations Unies une organisation respectable et

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

respectée » a indiqué le Représentant spécial, avant de rappeler la Politique de Tolérance Zéro des Nations Unies en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

Aux élites centrafricaines, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies a lancé un appel à l'engagement et à la responsabilité dans la reconstruction de la Nation centrafricaine. Ainsi, dira-t-il, « nous avons à cœur de conduire cette transition le plus vite possible dans les délais qui ont été agréés, de manière à ce que de nouvelles institutions et élites prennent sur elles l'immense responsabilité de parachever l'ouvrage que nous avons commencé ».

Evoquant les récents affrontements intercommunautaires à Bambari et à Bria, Parfait Onanga-Anyanga a déclaré que la MINUSCA prendra, pour sa part, toutes ses responsabilités, encouragée par les initiatives du gouvernement pour faire baisser les tensions entre les différentes communautés.

Dispatches: Central African Republic off the Radar, but Killings Continue

OPINION

Source: Human Rights Watch

By Lewis Mudge

27 August 2015 - The violence in the Central African Republic has fallen off the radar of the mainstream media, but that doesn't mean the brutal killings have stopped. Over the last several days, sectarian violence between Muslim Seleka fighters and the anti-balaka militia who harbor hatred toward Muslims has left at least 12 civilians dead in and around Bambari, a main town in Ouaka province in the center of the country. It's the latest example of ongoing and deadly tit-for-tat revenge killings.

This latest incident started in the same way as so many others have. A young Muslim motorcycle taxi driver was reportedly ambushed by the anti-balaka some 20 kilometers outside Bambari and killed. In revenge, according to those in Bambari I spoke to by telephone yesterday, Muslims, some of whom were reported to be Seleka fighters, targeted and killed Christians and others who they accused of supporting the anti-balaka.

During three research missions to Ouaka province this year, I have documented hundreds of similar tit-for-tat deaths. In one incident in November 2014, the anti-balaka killed 28 people in the small village of Ngbima, near Kouango, in the southern part of

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

the country. The victims were both Muslim Peuhl cattle herders and non-Muslims whom the anti-balaka accused of not supporting them. Most were killed as they slept. The next month, Seleka fighters took revenge, killing seven people in Ngbada village, also near Kouango. Those who survived fled into the bush where another 20 – mostly children – later died from malaria and diarrhea, according to relatives who I later spoke to.

The approaching national elections planned for October 2015 are leading to infighting and splintering within both Seleka and anti-balaka armed groups, adding further complexity to the violence. But one thing hasn't changed: it's civilians who pay the price of the deadly violence.

United Nations peacekeepers in the Central African Republic, including those in Bambari, need to do more to avert small incidents from escalating. More importantly, armed actors need to stop resorting to sectarian violence as the answer to their grievances.

SOUTH SUDAN

Ban welcomes South Sudanese leader Kiir's signature of agreement to resolve conflict

NEWS STORY

Source: UN News Centre

27 August 2015 - Welcoming President Salva Kiir's signing of the agreement on the resolution of the conflict in South Sudan, United Nations Secretary-General Ban Ki-moon said the move is "a critical and necessary step towards ending the 20 month-long conflict that has devastated [the country] and subjected its people to unspeakable suffering."

In a statement issued late yesterday by his spokesperson in New York, Mr. Ban commended the Intergovernmental Authority on Development Partners Forum (IGAD)-led mediation for its tireless efforts to bring the peace talks to a successful conclusion.

"He is heartened by the unity of purpose that regional leaders have displayed in seeking an end to this tragic conflict. Their continued positive engagement remains essential to the achievement of lasting peace in South Sudan," the statement added.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“Now is the time to ensure that this agreement translates into an end to the violence, hardship and horrific human rights violations witnessed throughout this conflict,” the Secretary-General said in his statement and added that the UN stands ready to support the Parties in the implementation of this Agreement, in close cooperation with IGAD, the African Union and international partners.

Mr. Ban urged the parties to work in good faith to implement its provisions, beginning with a permanent ceasefire and the granting of unhindered freedom of movement to UN Mission in South Sudan (UNMISS) and to humanitarian actors working to reach people in need of urgent assistance.

Recognises that the road ahead will be difficult, the UN chief in his statement looked forward to the participation of South Sudan’s regional and international partners in the High-Level meeting he intends to convene in the margins of the upcoming substantive session of the UN General Assembly to ensure sustained support for the restoration of peace and security for the afflicted people of South Sudan.

In a statement last Tuesday, Mr. Ban welcomed the signing of this agreement by former South Sudanese Vice-President Riek Machar and former detainees. At that time, according to media reports, Mr. Kiir, who initialled but not yet signed the agreement, had asked for additional time to consult with his constituencies.

The security situation in South Sudan has deteriorated steadily over the past year since political in-fighting between President Kiir and Mr. Machar, and their respective factions erupted in December 2013. The hostilities subsequently turned into a full-fledged conflict, resulting in reported atrocities and possible war crimes.

According to the latest estimates released by the UN refugee agency, more than 730,000 people have fled into neighbouring countries such as Uganda, Ethiopia, Kenya and Sudan, which has seen the highest arrival rate this year. Meanwhile, another 1.5 million remain internally displaced, often relocated to increasingly overcrowded ‘protection-of-civilians’ sites run by UNMISS.

Le Secrétaire général se félicite que le Président Salva Kiir ait signé l’Accord sur le règlement du conflit au Soudan du Sud

COMMUNIQUE DE PRESSE

Source: Nations Unies

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Réticent, le président soudanais a quand-même signé l'accord de paix mais émettant 16 réserves.

26 Août 2015 - Le Secrétaire général se félicite que le Président Salva Kiir ait signé aujourd'hui l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. C'est une étape critique et nécessaire vers la fin d'un conflit de 20 ans qui a dévasté le Soudan du Sud et soumis son peuple à des souffrances épouvantables.

Le Secrétaire général salue l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour ses efforts inlassables visant à assurer une issue heureuse aux pourparlers de paix. Il est encouragé par l'unité de propos dont ont fait preuve les leaders de la région en essayant de mettre fin à ce conflit tragique. Le maintien de leur engagement positif demeure essentiel pour la réalisation d'une paix durable au Soudan du Sud.

Il est temps maintenant de faire en sorte que cet Accord se traduise par la fin de la violence, des souffrances et des violations horribles des droits de l'homme que l'on a vues tout au long du conflit. Les Nations Unies se tiennent prêtes à appuyer les parties dans la mise en œuvre de cet Accord, en coopération étroite avec l'IGAD, l'Union africaine et les partenaires internationaux. Le Secrétaire général exhorte les parties à travailler de bonne foi pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord, en commençant par un cessez-le-feu permanent et en offrant à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et aux acteurs humanitaires qui travaillent pour aider les gens dans le besoin d'une assistance urgente une totale liberté de mouvement.

Le Secrétaire général sait que la route sera difficile. Il attend avec intérêt de voir les partenaires régionaux et internationaux du Soudan du Sud à la Réunion de haut niveau qu'il a l'intention de convoquer en marge de la prochaine Assemblée générale pour garantir un appui durable au rétablissement de la paix et de la sécurité du peuple sud-soudanais affligé.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Soudan du Sud: Kiir ordonne à l'armée de cesser les combats contre les rebelles

NOUVELLE

Source: Belga

Réticent, le président soudanais a quand-même signé l'accord de paix mais émettant 16 réserves.

28 Août 2015 - Le président sud-soudanais Salva Kiir a ordonné par décret à l'armée de cesser les combats contre les rebelles à partir de vendredi, dans le cadre de l'accord de paix signé mercredi pour mettre fin à 20 mois de guerre civile au Soudan du Sud, selon son porte-parole.

"Le président a pris un décret hier (jeudi) entré en vigueur à minuit. Il a ordonné à toutes les forces (gouvernementales) de cesser le feu et de rester dans les bases où elles se trouvent", a déclaré à l'AFP le porte-parole présidentiel Ateny Wek, précisant qu'elles étaient autorisées à riposter en cas d'attaque. "Cet ordre a été donné dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de paix", signé mercredi à Juba par M. Kiir, neuf jours après la signature apposée à Addis Abeba par le chef des rebelles, son ancien vice-président Riek Machar, a-t-il poursuivi. L'accord prévoit un "cessez-le-feu permanent" dans les 72 heures suivant la signature de l'accord. Au cours de 19 mois de pourparlers sous médiation est-africaine à Addis Abeba, MM. Kiir et Machar avaient signé une longue série de cessez-le-feu, systématiquement violés dans les jours, voire les heures, suivant leur signature. "Nous attendons de Riek Machar qu'il fasse de même avec ses forces", a poursuivi le porte-parole de M. Kiir, mais "reste à savoir quel degré de contrôle Riek Machar aura sur ses troupes". La rébellion "n'est plus sous le contrôle d'une seule tête, mais la communauté internationale a fait la sourde oreille" à cet argument, a-t-il souligné, semblant douter à l'avance que les rebelles mettent fin aux hostilités.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

S. Sudan Rebels Hopeful about Peace Deal

NEWS STORY

Source: Voice of America

By Lenny Ruvaga

27 August 2015 - South Sudanese rebels say they are hopeful a newly-signed peace treaty will be carried out and bring an end to the country's 20-month civil war.

At a news conference in Nairobi Thursday, rebel representatives called on the government and their own side to adhere to the peace treaty, signed by President Salva Kiir in Juba on Wednesday.

Dhieu Mathok Wol, the deputy chief negotiator for rebels at peace talks in Ethiopia, said his side is prepared to make the treaty a reality.

"We are ready. We commit ourselves to the implementation of this peace agreement. We believe that [in] the next 72 hours, the process of [a] permanent cease-fire which is stipulated in the peace agreement will take place and we will realize stability in our country," Wol said.

President Kiir expressed strong reservations about the agreement Wednesday, and rebel chief Riek Machar said that "casts doubt" on the government's commitment to the treaty.

Low-level fighting was reported in the town of Bentiu on Thursday.

Rights abuse allegations

The U.N. and the African Union have accused the warring parties of committing human rights abuses during the conflict, including the forced recruitment of child soldiers.

But Stephen Par Kuol, the spokesman for the rebels at the peace talks, was upbeat that the treaty will finally usher in justice for the aggrieved.

"The AU report is very important. The AU Commission report has been partially released, as you know. We welcome that it might be made public through the judicial process. This agreement, we have hybrid courts that [are] being established by the agreement and [it] will be negotiated soon how to establish that body."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The civil war in South Sudan broke out in December 2013, after a fallout between President Kiir and his former deputy, Riek Machar. The fighting has killed thousands and forced an estimated 2.2 million South Sudanese from their homes.

Michael Tut, a refugee from South Sudan, barely escaped the conflict and lost three of his relatives in the town of Bor. But Tut said he is hopeful peace can be achieved.

“I’m optimistic if the two warring parties are committed, a long lasting peace will be achieved in South Sudan, because since the onset of the conflict it has been so difficult for the people of South Sudan to live like as other people in the world,”

The United States had proposed an arms embargo on South Sudan and sanctions against top leaders beginning September 6, unless Kiir signed the pact. Machar had signed the agreement earlier.

Soudan du Sud: les 16 réserves du président Kiir à l'accord de paix

NEWS STORY

Source: VOA avec l'AFP

Réticent, le président soudanais a quand-même signé l'accord de paix mais émettant 16 réserves.

27 Août 2015 - Salva Kiir a notamment indiqué "rejeter" plusieurs clauses de l'accord et remis aux médiateurs ce document de 12 pages énumérant les points litigieux.

La principale réserve concerne le poste de Premier vice-président - créé au côté de l'actuel vice-président - attribué aux rebelles, dans lequel Juba voit une "prime à la rébellion". Il est notamment prévu que le président Kiir consulte son Premier vice-président - qui sera vraisemblablement le chef de la rébellion, Riek Machar (ancien vice-président) - en vue de décisions "collégiales".

Le gouvernement prône lui deux vice-présidents "d'égal pouvoir" aux "fonctions et devoirs" fixés par le chef de l'État. Il souhaite également que celui-ci reste maître de la constitution de son équipe gouvernementale et rejette la répartition des portefeuilles imposée par l'accord.

Le camp Kiir conteste en outre la prééminence (46% des sièges) accordée aux rebelles dans les exécutifs locaux des trois États-clés du Jonglei, Haut-Nil et Unité et y réclame 70% des postes. Il refuse que les rebelles désignent les gouverneurs du Haut-Nil et

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

d'Unité et qu'ils aient le moindre siège dans les exécutifs des autres États du pays où l'accord leur en donne 15%.

Invoquant "une question de souveraineté", le gouvernement rejette toute démilitarisation de la capitale. L'accord impose le retrait sous 90 jours de toutes les forces dans un rayon de 25 kilomètres autour de Juba, condition essentielle au retour des responsables rebelles censés participer au gouvernement de transition.

Il conteste aussi le calendrier d'unification (18 mois) sous un nouveau nom des forces combattantes, insistant pour qu'il n'y ait plus qu'une seule armée, conservant son nom actuel, à l'ouverture de la période de transition, d'ici 90 jours.

Sont également contestés plusieurs paragraphes concernant les pouvoirs de la Commission conjointe de surveillance et d'Évaluation (JMEC) de l'accord, présidée par une "personnalité africaine", notamment ceux de "superviser" les institutions, dont le gouvernement de transition.

Ces dispositions "font de la JMEC l'autorité de gouvernement de la République du Soudan du Sud, (...) cela signifie tout simplement une prise de contrôle de la souveraineté du Soudan du Sud et de son indépendance", s'insurge le gouvernement.

Celui-ci réclame également la suppression de la disposition relative au désarmement des groupes armés soudanais, accusés de lui prêter main-forte. Ces groupes armés soudanais "ne sont pas présents au Soudan du Sud, nous n'avons pas de contrôle sur eux et ne pouvons donc ni les désarmer ni les démobiliser", affirme Juba.

D'autres dispositions sont également contestées entre autres concernant le mécanisme de réparation et compensation des victimes, la gestion du Fonds de reconstruction ou la création d'une Autorité de supervision des finances publiques.

Washington, à l'origine d'un projet de résolution prévoyant des sanctions contre ceux faisant obstacle à la paix, a fait savoir qu'il n'acceptait "aucune réserve ou ajout" à l'accord. Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné jusqu'au 1er septembre à M. Kiir pour retirer ses réserves.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Juba urges S. Sudanese to support peace deal signed by president Kiir

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

27 August 2015 - South Sudanese government has urged the citizens of the young nation to fully support the IGAD compromise peace agreement, which president Salva Kiir signed on Wednesday, 26 August, in what seemed to be a complete U-turn barely a week after the same government mobilized citizens to reject the deal.

Senior government officials on Thursday came out with public statements calling on the citizens to stand behind the president in support of the peace agreement. Minister of foreign affairs and international cooperation, Barnaba Marial Benjamin, said bringing peace to the country was primary objective of the government.

“The signing of the compromise peace agreement by the president demonstrates commitment of the government to end the war. Bringing peace to the country has been the primary objective of the government and there is no reason to not stand by the decision made by the president,” foreign minister Marial told reporters in Juba on Thursday.

“It is now time to start working together for our country to support the institutions we have elected and put in place the programs that you voted for us to put in place. Our people need to congratulate the president for the signing of the agreement,” he said.

The top South Sudanese diplomat also urged the other stakeholders as well as member states in the region and the international community at large to provide support for implementation of the agreement, raising hopes of possibility of ending more than 20 months long conflict.

Daniel Awet Akot, a leading member of the ruling Sudan People’s Liberation Movement (SPLM) also told Sudan Tribune in a separate interview that it was important to sign the peace agreement and silent the guns, describing it as an historic moment.

“What happened yesterday [Wednesday] was a historic moment in the history of this country. The signing of the compromise peace agreement marks the first critical step in silencing the guns,” Akot said.

Akot however warned that signing the deal was not an end in itself but a critical step in the process of ending the war and begin the work of reconciliation, peaceful coexistence and to unite the people of the country.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

In a separate statement to the media, Lam Akol, leader of the national alliance of major political parties in South Sudan, commended the president for signing the deal, stressing that peace was what the people have been yearning to get.

Akol, in his capacity as the leader of the official opposition group pledged his support to the government to realise implementation of the deal.

The top opposition leader said no effort should be spared to implement peace due to what he described as “irrational fear” in the government, warning that there are “many spoilers of peace” in the government and on the side of the armed opposition faction led by the designated first vice president, Riek Machar.

The sudden change of tone by the senior government officials, observers say, is an indication that Juba was positively succumbing to the pressure exerted by the international community.

According to the agreement, there will be a pre-transitional period of three months during which the parties should prepare for a formation of transitional government of national unity which will run the country for the next two and a half years until elections are conducted.

A series of processes will be taking place within the three months of the pre-transitional period in preparation for the formation of the transitional unity government.

The designated first vice president, Machar, is expected to arrive in Juba by end of November to take oath of office and then he and president Kiir will form their government based on the power sharing ratio deal.

In the meantime, Juba will be demilitarized in 90 days and its security will be taken care of by a joint integrated police force of the same size to be selected from the two warring forces with assistance of the United Nations Mission in South Sudan (UNMISS).

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Charities say South Sudan deal is first step, needs enforcement

NEWS STORY

Source: Reuters

By Tom Clark

27 August 2015 - Four global charities have welcomed the signing of a peace deal by the president of South Sudan but said it needs to be enforced and regulated if civilians' lives are to improve.

CARE, Oxfam, World Vision and the International Rescue Committee (IRC) said in a joint statement that the deal signed on Wednesday to end a 20-month conflict between government and rebel forces was only the first step towards ending the civil war.

Rebel leader Riek Machar signed the document last week in the Ethiopian capital, Addis Ababa, but President Salva Kiir, who has led South Sudan since it seceded from Sudan in 2011, delayed signing until Wednesday and told African leaders he still had "serious reservations" about the agreement.

The four charities urged diplomats to monitor the peace agreement to ensure the protection of civilians and guarantee their safe access to humanitarian assistance.

"This peace deal is a first step to restoring safety, dignity, and hope to civilians in South Sudan who have experienced horrific violence for nearly two years. But the value of the peace deal will only be seen in how it is implemented on the ground," IRC South Sudan director Ronald-Paul Veilleux said in a statement.

Fear of new violence has led around 11,000 people – three quarters of them children – to flee to a U.N. civilian protection site in the northern town of Malakal this month, two other agencies, UNICEF and the World Food Programme (WFP), said.

The site's population is likely to hit 50,000 within days, though it was designed to accommodate just 18,000, the charities said in a statement on Wednesday.

Since fighting in South Sudan broke out in December 2013, more than two million people have been forced to flee their homes and 4.6 million now face hunger, the two charities said.

Also in the north, in remote areas on the west bank of the River Nile, the two agencies said they had been able to reach some 27,000 people in villages cut off since March by violence and access problems, and had finished distributing food aid to them on Monday.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“With little or no services available, children are going without nourishing food and healthcare in these villages,” said Jonathan Veitch, UNICEF Representative in South Sudan. “It is a desperate situation.”

U.S. State Department spokesman John Kirby has said the United States would support further U.N. sanctions if Kiir was to act on his reservations and renege on the deal.

A spokesman for U.N. Secretary-General Ban Ki-moon said in a statement: "Now is the time to ensure that this agreement translates into an end to the violence, hardship and horrific human rights violations witnessed throughout this conflict.”

Accord de paix au Soudan du Sud: quand Riek Machar répond aux réserves de Salva Kiir

NOUVELLE

Source: Jeune Afrique

27 Août 2015 - Riek Machar, le chef rebelle sud-soudanais, a estimé jeudi que les réserves émises la veille par le président Salva Kiir, lorsqu'il a signé l'accord de paix visant à mettre fin à 20 mois de guerre civile au Soudan du Sud, « font douter de sa sincérité ».

« Ses propos sont décourageants. Cela jette le doute sur son engagement à appliquer l'accord de paix », a déclaré le chef rebelle sud-soudanais Riek Machar, qui a signé cet accord le 17 août dans la capitale éthiopienne, théâtre de 19 mois de pourparlers, longtemps stériles.

« Nous avons tous des réserves mais nous n'avons pas entaché notre signature avec des réserves, parce que cela signifierait rouvrir les négociations. Nous, nous avons signé l'accord le 17 août et nous sommes déterminés à l'appliquer », a ajouté l'ancien vice-président.

Le président Salva Kiir, sous menace de sanctions internationales, a affiché mercredi 26 août à Juba une réticence manifeste à signer l'accord, le qualifiant de « paix imposée » et indiquant « rejeter » de nombreuses dispositions.

Les réserves et revendications de Salva Kiir

Il a remis à la médiation un document, consulté par l'AFP, énumérant 16 réserves, réclamant la modification ou suppression de certaines dispositions-clés, notamment concernant le mécanisme de partage du pouvoir avec la rébellion.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La principale réserve concerne le poste de Premier vice-président, créé au côté de l'actuel vice-président et attribué aux rebelles. Dénoncé par les autorités sud-soudanaises comme une « prime à la rébellion », ce point-clé prévoit notamment que le président Salva Kiir consulte son Premier vice-président – qui sera vraisemblablement le chef de la rébellion, son ancien vice-président Riek Machar – en vue de décisions « collégiales ».

En revanche, le gouvernement prône deux vice-présidents « d'égal pouvoir » aux « fonctions et devoirs » fixés par le chef de l'État. Il souhaite également que celui-ci reste maître de la Constitution de son équipe gouvernementale et rejette la répartition des portefeuilles imposée par l'accord.

Le camp du président Salva Kiir conteste en outre la prééminence (46% des sièges) accordée aux rebelles dans les exécutifs locaux des trois États-clés du Jonglei, Haut-Nil et Unité et y réclame 70 % des postes. Il refuse que les rebelles désignent les gouverneurs du Haut-Nil et d'Unité et qu'ils aient le moindre siège dans les exécutifs des autres États du pays où l'accord leur en accorde 15%.

Répliques de Riek Machar

Des exigences dénoncées par le chef rebelle. « Nous nous sommes assis ensemble pour négocier. Gouverner a des règles et si nous suivons ces règles, nous devons être capables d'appliquer l'accord et de faire revenir la paix et la stabilité dans le pays », a estimé Riek Machar.

« L'accord fixe les pouvoirs exercés par le président et par le Premier vice-président : les choses sont claires », a-t-il poursuivi.

Riek Machar, récemment désavoué par certains chefs militaires de la rébellion, a également contesté les affirmations de Salva Kiir, qui estime que ces dissidences entravent l'application de l'accord. Ces dissidents « ne contrôlent pas de troupes sur le terrain. (...) Je ne pense pas que cela posera de difficultés. Je suis le commandant en chef, pas eux », a répondu Riek Machar, depuis sa résidence d'Addis-Abeba.

Le chef rebelle a dit attendre, pour se rendre dans la capitale sud-soudanaise actuellement sous contrôle des forces pro-Kiir, la démilitarisation de Juba, prévue sous trois mois par l'accord, une disposition également contestée par le gouvernement sud-soudanais.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Accord de paix au Soudan du Sud: Juba dénonce "une prime à la rébellion"

NOUVELLE

Source: TV5 Monde, AFP

27 Août 2015 - Le gouvernement sud-soudanais a listé 16 réserves à l'accord signé mercredi par le président Salva Kiir pour mettre fin à 20 mois de guerre civile au Soudan du Sud, dont certaines concernent des dispositions-clés du mécanisme de partage du pouvoir, selon un document officiel obtenu jeudi par l'AFP.

En signant mercredi avec une réticence affichée une "paix imposée", le président Kiir avait indiqué "rejeter" plusieurs clauses de l'accord et remis aux médiateurs ce document de 12 pages énumérant les points litigieux.

La principale réserve concerne le poste de Premier vice-président - créé au côté de l'actuel vice-président - attribué aux rebelles, dans lequel Juba voit une "prime à la rébellion". Il est notamment prévu que le président Kiir consulte son Premier vice-président - qui sera vraisemblablement le chef de la rébellion, Riek Machar (ancien vice-président) - en vue de décisions "collégiales".

Le gouvernement prône lui deux vice-présidents "d'égal pouvoir" aux "fonctions et devoirs" fixés par le chef de l'État. Il souhaite également que celui-ci reste maître de la constitution de son équipe gouvernementale et rejette la répartition des portefeuilles imposée par l'accord.

Contestation

Le camp Kiir conteste en outre la prééminence (46% des sièges) accordée aux rebelles dans les exécutifs locaux des trois États-clés du Jonglei, Haut-Nil et Unité et y réclame 70% des postes. Il refuse que les rebelles désignent les gouverneurs du Haut-Nil et d'Unité et qu'ils aient le moindre siège dans les exécutifs des autres États du pays où l'accord leur en accorde 15%.

Invoquant "une question de souveraineté", le gouvernement rejette toute démilitarisation de la capitale. L'accord impose le retrait sous 90 jours de toutes les forces dans un rayon de 25 kilomètres autour de Juba, condition essentielle au retour des responsables rebelles censés participer au gouvernement de transition.

Il conteste aussi le calendrier d'unification (18 mois) sous un nouveau nom des forces combattantes, insistant pour qu'il n'y ait plus qu'une seule armée, conservant son nom actuel, à l'ouverture de la période de transition, d'ici 90 jours.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Sont également contestés plusieurs paragraphes concernant les pouvoirs de la Commission conjointe de surveillance et d'Évaluation (JMEC) de l'accord, présidée par une "personnalité africaine", notamment ceux de "superviser" les institutions, dont le gouvernement de transition.

Ces dispositions "font de la JMEC l'autorité de gouvernement de la République du Soudan du Sud, (...) cela signifie tout simplement une prise de contrôle de la souveraineté du Soudan du Sud et de son indépendance", s'insurge le gouvernement.

Celui-ci réclame également la suppression de la disposition relative au désarmement des groupes armés soudanais, accusés de lui prêter main-forte. Ces groupes armés soudanais "ne sont pas présents au Soudan du Sud, nous n'avons pas de contrôle sur eux et ne pouvons donc ni les désarmer ni les démobiliser", affirme Juba.

D'autres dispositions sont également contestées entre autres concernant le mécanisme de réparation et compensation des victimes, la gestion du Fonds de reconstruction ou la création d'une Autorité de supervision des finances publiques.

Washington, à l'origine d'un projet de résolution prévoyant des sanctions contre ceux faisant obstacle à la paix, a fait savoir qu'il n'acceptait "aucune réserve ou ajout" à l'accord. Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné jusqu'au 1er septembre à M. Kiir pour retirer ses réserves.

Communiqué de presse de la 537ème réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur l'évolution du processus de paix au Soudan du Sud

COMMUNIQUE DE PRESSE

Source: UA

27 Août 2015 - Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), en sa 537ème réunion tenue le 24 août 2015, a procédé à un échange de vues sur l'évolution du processus de paix au Soudan du Sud.

Le Conseil a réaffirmé ses communiqués et communiqués de presse antérieurs sur la situation au Soudan du Sud, y compris les communiqués PSC/AHG/COMM.1 (DXV) et PSC/MIN/COMM.(DXXVI), adoptés lors de ses 515ème et 526ème réunions tenues respectivement le 13 juin et le 24 juillet 2015.

Le Conseil a réitéré le plein appui de l'UA aux efforts de médiation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). À cet égard, le Conseil s'est

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

félicité de la tenue à Addis Abéba, le 17 août 2015, d'un Sommet du Mécanisme IGAD Plus consacré à la situation au Soudan du Sud. Le Conseil a exprimé la gratitude de l'UA au Président en exercice de l'IGAD, le Premier ministre Hailemariam Desalegn de l'Éthiopie, et aux autres dirigeants de la région, notamment les Présidents Isma?l Omar Guelleh de Djibouti, Uhuru Kenyatta du Kenya, Yoweri Museveni de l'Ouganda et Omar Hassan al-Bashir du Soudan, pour leur engagement continu et leurs efforts inlassables visant à mettre fin au conflit au Soudan du Sud.

Le Conseil a félicité la Présidente de la Commission, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, pour son engagement continu et les efforts qu'elle déploie en appui à l'IGAD. Le Conseil a exprimé ses remerciements aux membres du Comité ad hoc de haut niveau de l'UA sur le Soudan du Sud (Afrique du Sud, Algérie, Nigéria, Rwanda et Tchad), ainsi qu'au Haut Représentant de l'UA pour le Soudan du Sud, l'ancien Président Alpha Oumar Konaré, pour leur contribution à la recherche de la paix au Soudan du Sud. Le Conseil a également exprimé son appréciation aux partenaires internationaux, en particulier à ceux d'entre eux qui sont membres du Mécanisme IGAD Plus, à savoir les Nations unies, la Tro?ka (États-Unis d'Amérique, Norvège et Royaume-Uni) et la Chine, l'Union européenne et l'Italie, au nom du Forum des Partenaires de l'IGAD, pour leur appui soutenu aux efforts de médiation de l'IGAD. Le Conseil a exhortés lesdits partenaires, y compris le Conseil de sécurité des Nations unies, à continuer d'appuyer les efforts du continent.

Le Conseil s'est félicité de la soumission, par l'IGAD aux parties sud-soudanaises, avec l'appui de l'ensemble de la communauté internationale, de l'Accord de compromis sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Le Conseil a exprimé son plein appui à l'Accord, qui est l'aboutissement de consultations intensives et longues, et a souligné que sa mise en œuvre effective par toutes les parties leur permettrait de trouver une solution durable au conflit actuel.

Le Conseil s'est félicité de la signature de l'Accord par Dr. Riek Machar, chef du Mouvement de Libération du Peuple du Soudan dans l'Opposition (SPLM/IO), ainsi que par M. Pagan Amum, au nom des Anciens détenus politiques, et par d'autres parties prenantes sud-soudanaises, au cours du Sommet du Mécanisme IGAD Plus, qui s'est tenu à Addis Abéba, le 17 août 2015. Le Conseil a noté le paraphe de l'Accord par le Gouvernement de la République du Soudan du Sud et souligné l'urgence que revêt le parachèvement du processus de signature. À cet égard, le Conseil s'est félicité de l'engagement du Président Salva Kiir Mayardit à signer l'Accord, après des consultations au Soudan du Sud, et attend avec intérêt la matérialisation de cet engagement à Juba, le 26 août 2015, comme annoncé par l'IGAD, le 24 août 2015.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Conseil a appelé toutes les parties prenantes sud-soudanaises à faire preuve du sens des responsabilités requis et à s'engager en faveur d'une véritable réconciliation, à placer l'intérêt du Soudan du Sud et de son peuple au-dessus de considérations égoïstes et à appuyer pleinement l'Accord et sa mise en œuvre. Le Conseil a souligné l'impératif pour toutes les parties de respecter strictement l'Accord de cessation des hostilités, d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave aux populations dans le besoin et de faciliter le retour des populations déplacées.

Le Conseil, rappelant ses prises de position antérieures, a mis en garde tous ceux qui compromettent le règlement durable du conflit, y compris la mise en œuvre de l'Accord, qu'ils seront tenus responsables de leurs actions.

Le Conseil a réitéré l'engagement de l'UA à continuer d'aider les parties prenantes sud-soudanaises à réaliser une paix durable dans leur pays, y compris à travers le Haut Représentant de l'UA pour le Soudan du Sud et le Comité ad hoc de haut niveau de l'UA. À cet égard, le Conseil a demandé à la Commission, en étroite collaboration avec l'IGAD et les Nations unies, de lui présenter, dans les meilleurs délais possibles, des propositions concrètes sur les modalités d'une contribution effective de l'UA au processus de mise en œuvre de l'Accord, conformément aux dispositions pertinentes dudit Accord, une fois le processus de signature parachevé.